

Convention collective départementale

IDCC : 1797. – **MÉTALLURGIE**
(SOMME)

(22 juin 1990)

(Etendue par arrêté du 31 octobre 1994,
Journal officiel du 10 novembre 1994)

AVENANT N° 12 DU 20 OCTOBRE 2006

RELATIF AUX SALAIRES 2006

NOR : ASET0651200M

IDCC : 1797

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie Amiens-Picardie,

D'une part, et

Le syndicat métaux CFTD ;

L'union départementale Force ouvrière.

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations effectives annuelles garanties

En application de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié sur l'application des rémunérations minimales hiérarchiques, le barème des rémunérations effectives annuelles garanties est fixé, à partir de l'année 2006, pour la durée légale du travail, comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	REAG 2006 (base 151,67 heures)
140	14 833
145	14 853

COEFFICIENT	REAG 2006 (base 151,67 heures)
155	14 873
170	14 893
180	14 913
190	14 933
215	15 490
225	15 981
240	16 958
255	17 936
270	18 751
285	19 894
305	21 650
335	23 434
365	25 380
395	27 408

Le barème ci-dessus fixant des garanties annuelles pour la durée légale du travail, les montants dudit barème devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif auquel le salarié est soumis.

Article 2

Valeur du point

La valeur du point est fixée à 5,14 € à compter du 1^{er} novembre 2006. Conformément à l'accord national du 13 juillet 1983 modifié sur l'application des rémunérations minimales hiérarchiques, cette valeur de point permet de déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques qui servent de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective.

Article 3

Prime de panier

La prime de panier est fixée à 6,37 € à compter du 1^{er} novembre 2006.

Article 4

Dépôt et publicité de l'accord

Le présent avenant, établi conformément à l'article L. 132-1 du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail. Son extension sera sollicitée en application des articles L. 133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Amiens, le 20 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)